

### *Resumée de la Thèse:*

#### *„Ordre, famille, patrie“: perception et influence de la Première Guerre mondiale sur la Droite modérée en France pendant les années 20. Naissance d'un parti, culture politique, milieu social*

Le début et la fin de la Troisième République en France sont étroitement liés à un conflit international avec l'Allemagne, à savoir la guerre franco-allemande de 1870/1 et l'invasion allemande en 1940. Pendant ces soixante-dix ans de son existence, l'Etat républicain a connu plusieurs défis de la part des adversaires intérieurs, comme par exemple la crise boulangiste, l'affaire Dreyfus ou le 6 février 1934, pour ne citer que les plus importants. Mais, tous les assauts ayant échoué, la République s'est distinguée par une stabilité remarquable et exceptionnelle dans l'Europe des années qui suivent la Première Guerre mondiale. Les forces endogènes, bien que hétérogènes, n'ont pas développé des formes explosives comme par exemple en Allemagne. Le sujet de cette thèse était alors d'examiner une de ces forces à l'intérieur de la République, qui a contribué jusqu'à un certain degré, à maintenir et à stabiliser celle-ci et avec elle ses valeurs et symboles : la Droite modérée.

En ce qui concerne la méthodologie, la thèse se sert du concept de la culture politique, c'est-à-dire elle a analysé un ensemble de perceptions, de sensibilités, de croyances, de normes et de valeurs formalisées au sein de la Droite modérée. Cette méthode n'a pas seulement permis de comprendre pourquoi et comment la Droite modérée s'est développée après la Première Guerre mondiale, mais aussi quels milieux sociaux et culturels elle a représentés et qui pouvaient, le cas échéant, fournir une base sociale pour le parti. Par conséquent, la thèse suit les réflexions du sociologue allemand Rainer M. Lepsius, qui voit à la base d'un parti politique des milieux sociaux-moraux, formés au fil des siècles en tant qu'unités sociales, elles-mêmes constituées par la coïncidence de plusieurs dimensions structurelles comme la religion, l'orientation régionale, la situation économique, l'orientation culturelle et la composition de la structure sociale des groupes intermédiaires. De plus, ce qui est aussi constitutif pour l'existence d'un milieu social-moral selon l'historien suisse Urs Altermatt, c'est une « *sub-culture* » commune, représentant des valeurs, des symboles et des modèles d'interprétation, qui donne à chaque individu un certain degré de sécurité émotionnelle et crée des comportements quotidiens identiques collectifs. La sub-culture est, en plus, souvent caractérisée par une connexion des rapports sociaux et institutionnalisée par un réseau d'associations. Ce réseau a été appelé la « *sub-structure* ». Selon ce modèle théorique, l'existence d'un ou plusieurs milieux sociaux-moraux, dans lesquels un parti politique peut s'enraciner, est indispensable pour la naissance, la durabilité et la stabilité d'une force politique. Pour cette raison, la thèse a examiné aussi les questions suivantes: avec quelles « *sub-cultures* » et « *sub-structures* » les députés de la Droite modérée se sont-ils liés ? Pour quelles sub-cultures et sub-structures le parti peut-il être considéré comme la prolongation politique ?

La législature de 1919 à 1924 a, pour la première fois en France, connu l'émergence d'un groupe parlementaire qui représentait à lui seul ce courant politique de la Droite modérée et qui s'appelait *l'Entente Républicaine Démocratique* (ERD). A partir de 1924, cette formation

parlementaire s'est donné d'une structure de parti dans presque tous les départements sous le nom *la Fédération républicaine de France* (FR). Par conséquent, l'objet de la recherche de cette thèse a été d'analyser pourquoi et comment cette force politique, d'abord en tant que groupe parlementaire, ensuite en tant que parti, est née. Cette orientation de la thèse est indispensable, parce que la Droite modérée est, au fond, composée de deux traditions différentes, qui ont existé séparément avant la Première Guerre mondiale, à savoir une tradition des républicains-progressistes et une autre des catholiques «ralliés» de *l'Action libérale populaire* (ALP). Toutes les deux se sont dressées contre la politique des gouvernements radicaux, sans pourtant se mêler, parce que le grand fossé qui a divisé la France depuis la Révolution Française entre la Droite et la Gauche, passait exactement entre elles: par rapport à leur culture politique, les progressistes ont été des républicains, donc des hommes de *Gauche* dans la tradition de Gambetta ou Ferry, tandis que les catholiques ralliés, bien que ralliés, appartenaient au champ catholique et conservateur, dont les grandes idoles étaient un Albert de Mun ou un La Tour du Pin. Par conséquent, l'ALP représentait l'aîle modérée de la *Droite*. La question qui se pose est donc de savoir comment la convergence des deux courants politiques s'est-elle effectuée pendant les années 20 et pourquoi la question religieuse a-t-elle cessé de diviser les deux camps.

Pour répondre à ces questions, les trois premiers chapitres de la thèse ont été consacrés aux tentatives entreprises avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale de former une organisation politique rassemblant toutes les forces conservatrices du pays, qui avaient accepté le système républicain comme cadre constitutionnel définitivement établi. Le chapitre I a pu montrer que les premières initiatives pour former un tel groupement datent des années 1890, quand une grande part de la Droite classique, surtout les catholiques, s'est ralliée à la République. Ce sont surtout des hommes politiques participant à l'industrialisation et à la modernisation de la France, comme un marquis de Reille dans le Tarn, un marquis de Moustier dans le Doubs ou la dynastie Schneider dans le Creusot, qui ont mis de côté leurs revendications constitutionnelles afin de collaborer avec les républicains modérés pour barrer la route au mouvement ouvrier naissant et au socialisme d'inspiration marxiste. Par contre, cette alliance des intérêts des possédants, qui a été appelée par un historien américain «the alliance of Iron and Wheat» n'a pas réussi à s'établir en tant que groupement politique. L'apogée du rapprochement entre républicains modérés et catholiques ralliés est atteint sous le Ministère Méline (1896-1898), sans pourtant aboutir à une campagne électorale commune. Au contraire, les élections de 1898 se sont déroulées dans une atmosphère idéologique, qui a fortement revitalisé et la question constitutionnelle et la question religieuse. Les républicains progressistes ne veulent pas se voir discrédités par une alliance avec la Droite, tandis que les éléments intransigeants du catholicisme montent les catholiques contre la République des hommes d'affaires et les lois laïques. C'est pourquoi la première tentative de former un groupement de toutes les forces libérales-conservatrices a échoué.

Après les élections de 1898 c'est surtout l'affaire Dreyfus et ses conséquences qui dominent le débat politique en France au seuil du XXème siècle. Le chapitre II a pu montrer que la coalition de

tous les éléments nationalistes et conservateurs dans la *Ligue de la Patrie française* s'effondre à cause des traditions hétérogènes, qui s'y sont mêlées, et que les années 1901-1903 ont vu la naissance de deux partis politiques représentant la Droite modérée en France. D'une part, il s'agit de la Fédération républicaine, où les représentants de la bourgeoisie libérale (Aynard, Ribot) et de l'agriculture protectionniste (Méline) se sont amalgamés afin de protester contre la politique radicale d'Emile Combes. D'autre part, il s'agit de l'Action libérale populaire, où tous les catholiques ralliés au tour de Jacques Piou et Albert de Mun se sont rassemblés pour défendre les libertés religieuses. Bien qu'au début il y ait une collaboration étroite entre les deux groupements de l'opposition antiradicale, ils se séparent à partir de 1904 à cause du « *Kulturkampf* » entre l'Etat français et l'Eglise catholique. Les progressistes de la FR restent attachés à une tradition libérale, qui est hostile à la politique anticléricale de Combes, mais qui ne met pas en doute le régime républicain ni les premières étapes de la laïcisation des années 1880. En tant que « modérés » ils gardent un contact étroit avec les autres groupements du centre politique autour de l'Alliance Démocratique et se méfient de l'encadrement des militants dans leur « parti de notables ». En revanche, l'ALP, en se donnant l'adjectif populaire, s'ouvre à toutes les associations, mouvements et groupements du catholicisme et n'hésite pas à pousser les catholiques à la désobéissance vis-à-vis de la législation laïque. Après la séparation de l'Eglise et de l'Etat et après la rupture des relations diplomatiques avec le Vatican, l'ALP se confond de plus en plus avec une « *contre-société catholique* », qui naît autour d'un épiscopat intransigeant et d'une aristocratie catholique, et rêve de devenir l'équivalent du Centre allemand. Pour cette raison, le style politique ainsi que les idées fondamentales séparent progressistes et catholiques et empêchent une alliance des deux courants de la Droite modérée avant la guerre.

L'évènement décisif, qui met fin à cette situation, est incontestablement la Première Guerre mondiale. Le chapitre III a montré que cette « *Urkatastrophe* » du XX<sup>ème</sup> siècle est le principal responsable d'un rapprochement entre les catholiques français et la République laïque, qui annonce le *second ralliement* dans les premières années de l'après-guerre et qui est la condition préalable à la genèse d'une Droite modérée en France. Et dans les réalisations concrètes de l'Union sacrée et dans le comportement politique des catholiques, la volonté et la capacité des « *Deux France* », séparées depuis 1904, de collaborer ensemble à la défense nationale se sont manifestées. Presque toute la contre-société catholique soutient la cause française – depuis le mouvement féminin catholique jusqu'à l'épiscopat – menant jusqu'à la désobéissance vis-à-vis de leur chef spirituel, le pape, en 1917. De plus, des hommes politiques de la Droite conservatrice et catholique comme Denys Cochin, Emmanuel de Las Cases ou Jacques Piou votent avec des gouvernements républicains même dans les questions qui touchent à la religion. Enfin, avec l'entrée en guerre des Etats-Unis et la prise de pouvoir de Clemenceau en 1917 des journaux catholiques comme *La Croix* ou *La Libre Parole*, jusque-là très méfiants vis-à-vis du système parlementaire, se rallient ouvertement à la République parlementaire à la condition qu'elle soit réformée. Pour cette raison, la victoire en 1918 confirme la convergence du nationalisme et du catholicisme, incarnée par des militaires éminents comme le Général de Castelnau,

et les nouveaux catholiques sortent de leur contre-société ne mettant plus en cause le régime victorieux.

L'intégration des catholiques dans la société républicaine après la guerre et la volonté d'oublier les passions idéologiques d'avant-guerre est certainement le fait majeur, qui caractérise la France au début des années 1920. Rester «*unis comme au front*» n'est pas seulement la devise des groupements des anciens combattants, qui s'établissent partout dans le pays, mais c'est aussi le consensus de tous les politiciens au-delà des socialistes et des communistes. Le fossé traditionnel qui séparait Droite et Gauche à cause de la question religieuse est remplacé par une nouvelle ligne de démarcation entre tous les groupements bourgeois et les représentants de la classe ouvrière, c'est-à-dire entre un Bloc National Républicain et des socialistes, qui s'affrontent *grosso modo* aux élections de 1919. Après les élections, les progressistes et les catholiques ralliés se confondent dans un seul groupe parlementaire, à savoir l'ERD, qui va vite devenir la préfiguration du premier parti de la Droite modérée en France, la Fédération Républicaine. Pour comprendre, pourquoi les deux traditions s'amalgament dans un seul groupe parlementaire, les chapitres IV, V et VI ont analysé les conceptions idéologiques, les valeurs fondamentales et les revendications politiques tenues en commun par les deux groupes et autour desquelles se cristallise pour ainsi dire automatiquement cette Droite modérée.

Par conséquent, le chapitre IV a montré que les politiciens de la Droite modérée essaient de surmonter le clivage existant entre la culture politique de la Gauche et celle de la Droite en cherchant leur propre «*culture politique*». Pour cette raison, ils diffusent une conception de la nation française, qui se serait retrouvée – selon eux –, après des années de discordes intérieurs, dans l'Union Sacrée pendant la guerre. Ce nationalisme veut englober toutes les familles spirituelles de la France, comme l'a dit Maurice Barrès, c'est-à-dire les catholiques, ouvriers et bourgeois, qui se sont battus pour la France et qui mettent les intérêts de la France au-dessus des querelles politiques. Autrement dit ce nationalisme inclut tous les patriotes, de Gauche ou de Droite, mais exclut fortement tous les soi-disant «*antipatriotes*» et «*internationalistes*», qui ne croient pas à la vocation et la supériorité de la France en Europe et même dans le monde. Pour ancrer cette idée dans la société française, les membres de la Droite modérée se rapprochent de l'aile droite du mouvement combattant (*l'Union Nationale des Combattants*) et se présentent comme étant les seuls continuateurs politiques de l'esprit combattant et les vrais gardiens du système de Versailles. De plus, c'est surtout eux qui préconisent l'institution d'une fête nationale en l'honneur de Jeanne d'Arc : la Pucelle étant une fille du peuple et profondément catholique, elle pourrait incarner simultanément une tradition de gauche ainsi qu'une tradition de droite. Par conséquent, la culture politique de la Droite modérée est surtout marquée par un nationalisme, qui se veut conciliateur à l'intérieur mais intransigeant à l'extérieur. Ce nationalisme reprend les idées de Maurice Barrès concernant «*l'âme éternelle française*» et se distingue du nationalisme de gauche et du nationalisme de droite de l'avant-guerre. Pour lui le système politique – comme la république pour la Gauche ou la monarchie pour l'Action Française – ne compte plus, et ce sont seulement les valeurs fondamentales qui dominent la société. Pour cette raison, les membres de la

Droite modérée évoquent souvent les notions de «*l'ordre*», du «*sacrifice*» et de la «*discipline*», qui seraient menacées selon eux par une culture de masses urbaines, une décadence des mœurs et l'exode rural. C'est pourquoi le romantisme agraire (Agrarromantik), l'anticommunisme, le désir de l'ordre et de la conservation sociale s'amoncellent chez la Droite modérée dans un pessimisme culturel vis-à-vis de la société moderne, qui est partagé par les progressistes ainsi que les catholiques. Ce pessimisme reflète surtout le mécontentement d'un milieu rural catholique par rapport à la société moderne et urbaine.

Le chapitre V a traité le deuxième point de convergence entre progressistes et catholiques, à savoir la réforme de l'Etat. La majorité des catholiques ayant accepté en 1918 la république comme système définitivement confirmé par la victoire, les membres de l'ALP et les progressistes entreprennent une campagne commune avec d'autres groupements réformateurs pour réformer la république en renforçant les organes exécutifs et en instituant une cour suprême à l'image des Etats-Unis. Ils soutiennent le président Millerand et ses idées d'une révision de la constitution dans le cadre républicain. Avec l'émergence des problèmes économiques et financiers pendant les années 20, des conceptions de l'organisation professionnelle inspirées par le catholicisme social sont aussi incorporées dans le programme de la FR, sans pourtant préconiser l'établissement d'un système corporatif, qui pourrait remplacer la république parlementaire. Par contre, sur le plan social et économique c'est surtout un anti-etatisme de principe, qui caractérise progressistes et catholiques. Ils tombent d'accord pour dissoudre des offices nés pendant la guerre, pour rétablir la pleine liberté du marché à l'intérieur, pour empêcher toutes formes de nationalisation et pour refouler les revendications du mouvement ouvrier. De plus, la méfiance envers l'Etat centraliste est visible dans une autre revendication à laquelle adhèrent progressistes et catholiques, à savoir le régionalisme. Née avec le problème d'intégrer l'Alsace-Lorraine à la France, la conception régionaliste de la Droite modérée tend à créer des régions économiques, sociales et culturelles qui pourraient adopter une certaine identité entre la nation et l'individu. Bien que ce régionalisme ne soutienne ni l'autonomisme ni le fédéralisme, il veut régler des affaires qui touchent à la religion ou à l'école, différemment dans les diverses régions de France pour réduire l'influence de l'Etat centraliste.

Enfin, c'est la conception de la «*famille*» et de la «*femme*» dans la société française, examinée par le chapitre VI, qui a mélangé la tradition progressiste et la tradition catholique. Etant un pays où la population recule depuis la moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, la France a nettement senti les pertes d'environ 1,4 millions de jeunes hommes sur les champs de bataille. Pour cette raison s'est développé déjà pendant la guerre un mouvement familial sous la houlette d'Auguste Isaac, le futur président de la FR, qui s'appelait «*La Plus Grande Famille*». Ce mouvement ne se veut pas seulement nataliste, mais il préconise la famille nombreuse (avec plus de 5 enfants) comme idéal et base de toute société. Puisque beaucoup des membres de la Droite modérée sont simultanément actifs dans le mouvement familial – pour ne citer que Georges Pernot ou Auguste Isaac – les revendications politiques des «*familiaux*» et de la Droite modérée sont identiques : compléter la déclaration des droits de l'homme avec les droits

de la famille, soutenir toutes les familles nombreuses par principe et non seulement les nécessiteuses, instituer le vote familial et obliger les entreprises à payer un sursalaire familial. C'est pourquoi la politique familiale de la Droite modérée est une forme de politique sociale, mais avec le but de conserver des familles «saines», c'est-à-dire nombreuses et rurales, dans la société moderne. En plus, la FR est aussi étroitement liée avec le plus grand mouvement féministe catholique (*L'Union Nationale pour le Vote des Femmes*, UNVP), dont elle partage les idées concernant le rôle traditionnelle de la femme, mais aussi la revendication du vote féminin. Tandis que les radicaux et les républicains de gauche considèrent encore dans les années 20 les femmes comme incapables de voter «sagement», la FR – tout comme les socialistes – soutient l'électorat et l'éligibilité des femmes dans toutes les élections.

Pour que l'alliance des progressistes avec des catholiques dans l'ERD et la FR soit stable, il est indispensable qu'un accord soit trouvé sur la question, qui a le plus séparé les deux courants avant la guerre, à savoir la question religieuse. Le chapitre VII a montré que cette question reste une source de conflits pendant toute la période examinée. D'abord on se met d'accord au sein du Bloc National sur une laïcité libérale, qui continue l'application très tolérante des lois laïques pendant la guerre, sans pourtant mettre en doute les lois elles-mêmes. Beaucoup de catholiques entrés sur une liste du Bloc National sont critiqués par des catholiques intransigeants, qui, comme Jean Guiraud, ne veulent pas sacrifier leurs revendications religieuses à une politique anticommuniste et conservatrice. Par conséquent, le compromis sur la laïcité libérale étant aussi la base pour les progressistes et catholiques dans l'ERD, l'unité du groupe est menacée chaque fois qu'on discute la question religieuse à la chambre. C'est le cas pour plusieurs votes sur le maintien des lois laïques et sur la représentation proportionnelle scolaire. Pour cette raison, les membres de l'ERD, soucieux de garder l'unité du groupe, esquissent des projets qui peuvent donner une satisfaction au monde catholique : le rétablissement de l'ambassade de France au Vatican, l'accord de l'Etat français avec l'Eglise catholique sur le statut des cultuelles ainsi que l'autorisation pour les congrégations missionnaires de retourner en France. Pourtant, un accord définitif n'est trouvé au sein de la Droite modérée qu'avec le soi-disant rapport Soulier au congrès de la FR en 1925, par lequel tout le parti – et progressistes et catholiques – accepte le principe de la laïcité à condition qu'une révision des lois concernant les congrégations (1901/1904) ait lieu.

Le chapitre VIII s'est essentiellement concentré sur la question suivante : comment les progressistes et les catholiques se sont-ils amalgamés dans un seul groupement devenu après 1924 un vrai parti politique ? D'abord, l'analyse a montré que l'ALP ne cesse d'exister qu'en 1932, mais qu'elle n'exerce cependant plus d'influence sur les députés catholiques. Par contre, presque tous les anciens députés de l'ALP entrent dans la FR dès 1923 et mènent une campagne électorale commune avec les progressistes et les républicains de gauche en 1924. En revanche, après la victoire du Cartel des gauches, toutes les forces nationales, bourgeoises et catholiques de la France se mobilisent contre le gouvernement Herriot. Dans presque chaque département des sections de la *Ligue Millerand* ou des

unions de catholiques appartenant à la *Fédération Nationale Catholique* (FNC) se constituent, cette dernière atteignant son apogée avec 2 millions de membres en 1927. La FR, qui se trouve d'abord coincée entre les deux ligues réussit sous la houlette de Louis Marin à incorporer les sections départementales de la Ligue Millerand à partir de 1926 et à profiter du mécontentement des catholiques. Sans se lier directement à la FNC, la FR perd son caractère de parti des cadres et devient un vrai parti des militants avec à peu près 150 000 membres, fortement implanté dans des régions catholiques. Puisque Louis Marin entre dans le gouvernement dit d'Union Nationale de Poincaré en 1926, beaucoup de militants sont déçus à cause des concessions que leur leader doit faire au sein de ce gouvernement. Ici commence un processus de l'intégration manquée des jeunes militants, qui s'orienteront de plus en plus vers les ligues de l'extrême droite, surtout dans les années 30.

La troisième partie de la thèse, les chapitres IX, X et XI, a été consacrée à l'étude d'un cas régional, c'est-à-dire à l'émergence d'un parti de la Droite modérée dans un département de l'Est de la France, le Doubs. Le chapitre IX a montré que le Doubs est un département en pleine transformation pendant toute la période de 1870 à 1940. Tandis que la vallée du Doubs autour de Besançon reste imprégnée par la petite industrie et l'horlogerie, le pays de Montbéliard s'industrialise fortement avec Peugeot et Japy. En revanche, la population agricole du Haut-Doubs est pour la première fois confrontée aux nouveautés techniques de l'ère industrielle et perd son caractère isolé. Le résultat de ces transformations sociales au sein de la population du Doubs est une recherche intensive d'identité collective, qu'elle trouve dans les deux cultures politiques existantes, à savoir la Droite et la Gauche. Pour cette raison la fin du XIX siècle connaît l'âge d'or des associations laïques ou catholiques, soit dans le mouvement de la jeunesse, soit dans le sport ou soit dans la défense agricole. Sur le plan politique les conséquences de la revitalisation de la guerre des «Deux France» sont énormes : le rapprochement des progressistes autour du Marquis de Moustier et des républicains modérés dans les années 1890 s'effondre et en 1903 naît une section départementale de l'ALP. Bien que cordiales au début, les relations entre les progressistes et l'ALP, qui veulent représenter tous les deux le même milieu social, se détériorent à partir de 1904. Tandis que le marquis de Moustier mobilise les électeurs surtout en se montrant comme le meilleur défenseur de l'agriculture, de l'industrie et du patriotisme, le chef de l'ALP du Doubs, Jean Guiraud, veut englober tous les catholiques dans un parti catholique en liaison étroite avec le clergé. De plus, il y a même des candidatures de concurrence entre les deux dans les élections locales. Pour conclure, les forces de l'opposition libéral-conservatrice du Doubs ne s'entendent guère et il y a jusqu'à la guerre une rivalité profonde entre progressistes et l'ALP.

Avec la guerre, comme l'a montré le chapitre X, le climat politique dans le Doubs change: la Gauche et la Droite, c'est-à-dire les laïcisants et les catholiques, gardent l'Union Sacrée, tandis que les socialistes, jusqu'alors incorporés dans la gauche laïque, se détachent de l'Union sacrée et commencent à développer leur propre culture politique. Ils se solidarisent avec le mouvement ouvrier en grève et prônent un socialisme des classes d'inspiration marxiste. Par contre, la commémoration des morts et le mouvement ancien combattant créent une atmosphère du consensus entre la Gauche et

la Droite et le conflit autour de la question religieuse perd beaucoup de son valeur. C'est pourquoi dans les élections de 1919 une liste comprenant progressistes et ALP – appelée liste ERD – s'est constituée sous la houlette du marquis de Moustier et d'Antoine Saillard, maire de Besançon. Bien que les deux organisations ne se mêlent pas avant 1924, on présente à toutes les élections locales une liste unique de l'ERD. De plus, c'est sur l'instigation de la jeune génération libérale autour de Georges Pernot que se fonde, avant les élections 1924, un parti comprenant progressistes et ALP, à savoir *l'Union nationale républicaine* (UNR). Cette première organisation structurée de la Droite modérée dans le Doubs gagne pendant les deux premières années 2000 membres et fonctionne comme un parti moderne, c'est-à-dire qu'elle accepte la participation des membres à l'élaboration du programme et à la désignation des candidats. La fameuse « cuisine » électorale, qui a marqué l'action politique du marquis de Moustier, est abandonnée en faveur d'une réelle organisation des militants.

Le succès que l'UNR a connu jusqu'à la fin de la Troisième République s'explique surtout par les liens qu'elle a noués avec la population du Doubs. Le chapitre XI a en premier lieu montré que l'UNR réussit à se présenter comme le seul défenseur de l'agriculture et à contrôler presque toutes les associations agricoles, de Gauche ou de Droite. L'engagement énergique du marquis de Moustier et de René Caron, l'ancien chef de l'ALP, en faveur des agriculteurs attire beaucoup de militants ruraux du parti radical, qui se sentent trahis par la stratégie de l'alliance de leur parti avec les socialistes. Deuxièmement, l'émergence d'un mouvement familial dans le Doubs, indépendant de l'Eglise catholique désormais contrôlé par Georges Pernot, permet aussi à l'UNR de se doter d'une organisation sociale, qui rassemble beaucoup de familles catholiques et conservatrices. Enfin, c'est aussi la proximité idéologique avec le mouvement ancien combattant – assez conservateur dans le Haut-Doubs – qui contribue au succès de l'UNR. En revanche, les relations de l'UNR avec le milieu catholique restent tendues pendant toute la période des années 1920. L'archevêque Humbrecht, Louis Hosotte rédacteur en chef de l'Eclair Comtois et Gaillard, secrétaire général des œuvres diocésaines, continuent d'exprimer le catholicisme intransigeant d'avant-guerre et se montrent très méfiants vis-à-vis de la Droite modérée. Il n'existe aucun lien officiel entre l'UNR et l'union des catholiques du Doubs et les hommes politiques issus du milieu catholique comme Pernot ont beaucoup de mal à maintenir l'accord entre progressistes et catholiques au sein de l'UNR. Par contre, le chapitre a pu montrer, qu'un catholicisme libéral, surtout parmi les jeunes de l'ACJF, s'est émancipé de la tutelle cléricale et a pu conquérir le soutien de la majorité des catholiques. Depuis la mort d'Humbrecht en 1927 et celle d'Hosotte en 1928, presque tous les organes du catholicisme dans le Doubs sont entre les mains des libéraux, qui soutiennent l'UNR.